

Le glas sonne



Par Guillermo Alvarado

Deux nouvelles très inquiétantes avec un potentiel de mobilisation aux conséquences imprévisibles ont secoué ces dernières heures le Brésil.

L'une a été l'approbation par le Sénat d'une loi qui fait table rase de droits historiques des travailleurs et l'autre, la condamnation par un juge de première instance, à 9 ans de prison, de l'ex président et leader historique de ce pays, Luiz Inacio Da Silva « Lula », pour de présumés délits de corruption.

Une indignation profonde ébranle les piliers sociaux du dit Géant Sud-américain où la droite et les secteurs du patronat font des pieds et des mains pour instaurer un régime néo-libéral et pour empêcher, coûte que coûte, le retour au pouvoir de Lula et de son Parti, le Parti des Travailleurs.

La réforme de l'emploi fait partie du train de mesures que le pouvoir économique a exigé du président Michel Temer en échange de son maintien à une présidence qui manque absolument de légitimité légale et qui n'a aucun appui populaire.

Il s'agit, en réalité, de la matérialisation de vieilles aspirations du patronat qui auraient été impossibles sous les administrations de Lula et de Dilma Rousseff car elles privent les travailleurs de toute défense de leurs droits.

Plus d'une centaine d'articles du Code du Travail ont été modifiés pour laisser aux mains des patrons des questions comme la durée de la journée de travail qui peut s'étendre jusqu'à 10 heures par jour,

l'élimination du paiement des heures supplémentaires, la fragmentation des vacances suivant les intérêts des patrons et l'élimination du droit des syndicats de défendre leurs adhérents.

Désormais, les salariés sont pieds et poings liés face aux desseins de leurs employeurs, paradoxalement sous prétexte d'améliorer l'offre d'emplois et de réduire les coûts de la main d'œuvre pour donner une plus grande compétitivité aux entreprises.

Ce qui augmentera, sans aucun doute, c'est la possibilité des propriétaires d'embaucher des travailleurs à temps partiel sans signer des contrats fixes, avec des salaires de misère et sans aucune pression syndicale. C'est, en tout et pour tout, le fameux assouplissement de l'emploi.

En même temps, l'appareil judiciaire prétend rendre impossible le retour au pouvoir du Parti des Travailleurs avec à sa tête son fondateur, Luiz Inacio Da Silva « Lula » que des juges prétendent, sans preuves tangibles, envoyer en prison pour une longue période de temps pour éviter, en réalité, qu'il présente sa candidature aux élections présidentielles de 2018.

Puisqu'il n'existe aucun argument justifiant une telle sentence, ce que cherchent les tenants du néo-libéralisme c'est épuiser le temps dans la présentation de recours en appel et dans d'autres démarches pour empêcher ainsi l'inscription, sur la liste de candidats, de celui qui, jusqu'à présent est en tête de tous les sondages sur les intentions de vote et qui est le seul homme politique à même de freiner et de faire marche arrière à l'assaut de la droite contre les droits du peuple.

En réalité, Lula est victime de ce projet élaboré aux États-Unis dont nous avons parlé dans un récent commentaire et qui s'appelle Plan Atlanta et qui consiste à orchestrer une intense campagne médiatique contre des gouvernements et contre des figures progressistes pour ensuite porter ces accusations devant les tribunaux achetés au préalable.

Ce qui arrive au Brésil constitue une mise en garde pour tous les peuples de la région que nous invitons à réfléchir aux vers du poète irlandais John Donne, écrits cela fait plus de 450 ans : pour qui sonne le glas, il sonne pour toi.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/135420-le-glas-sonne>



Radio Habana Cuba